

# Évolutions monétaires à Mayotte au 31 décembre 2017

## ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Selon l'édition de janvier 2018 des « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI, la croissance mondiale s'est affermie en 2017 à +3,7 % (après +3,2 % en 2016). L'embellie se manifeste dans la plupart des économies. Cette dynamique devrait perdurer en 2018 et 2019, avec une croissance du PIB estimée à +3,9 % selon le FMI. L'accélération attendue de la croissance américaine aura des répercussions positives sur la demande extérieure et les conditions financières resteront favorables, en dépit du resserrement des politiques monétaires.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,6 % au quatrième trimestre 2017, selon Eurostat. L'inflation a légèrement fléchi à 1,3 % en janvier 2018 et le taux de chômage a atteint 8,7 % en fin d'année 2017, son niveau le plus bas depuis janvier 2009. La Commission européenne estime l'augmentation du PIB à +2,4 % en 2017 et table sur une croissance de +2,3 % en 2018 et +2,0 % en 2019, tirée par la vigueur de la demande internationale et l'amélioration du marché du travail.

À l'issue de la réunion du 8 mars 2018, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a laissé inchangés les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement à 0,00 %, de la facilité de prêt marginal à 0,25 % et de la facilité de dépôt à -0,40 %. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, le Conseil a par ailleurs confirmé que « les achats nets d'actifs, au rythme mensuel actuel de 30 milliards d'euros, devraient être réalisés jusque fin septembre 2018 ou au-delà, si nécessaire, et, en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif. », à savoir « de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme ».

En France, selon les estimations publiées par l'Insee, l'économie a crû de 0,6 % au quatrième trimestre 2017 (après +0,5 %). Sur l'année 2017, l'activité a ainsi progressé de 2,0 % (après +1,1 % en 2016), tirée par une nette accélération de l'investissement (+3,7 %), et des exportations (+3,5 %). En parallèle, la consommation des ménages a ralenti (+1,3 %, après +2,1 %).

Sources : FMI, Commission européenne, Eurostat, Insee – données arrêtées à la date du 28 février 2018.

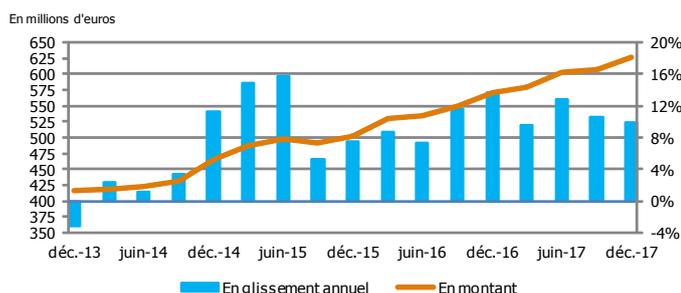
## UNE ACTIVITÉ BANCAIRE QUI CONFIRME SON DYNAMISME EN 2017

Dans un environnement économique marqué par une bonne orientation du climat des affaires et une volonté d'investir toujours présente, l'activité bancaire s'inscrit en nette hausse au cours de l'année 2017.

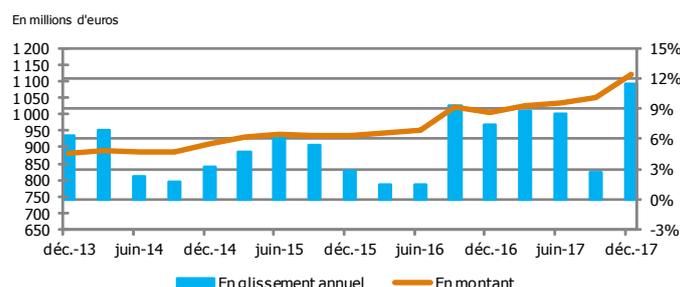
La reprise du financement des entreprises, auquel s'ajoutent des crédits aux ménages toujours vigoureux, contribue à la hausse de **l'encours sain de crédits** alloués à l'économie mahoraise qui augmente de 13,5 %. Au 31 décembre 2017, ces derniers s'élèvent à 1 021,4 millions d'euros.

La collecte d'épargne continue de se renforcer et atteint 625,6 millions d'euros, soit une hausse de 9,8 % sur un an (contre +13,6 % en 2016). La préférence pour une épargne liquide et rapidement disponible se confirme à travers la hausse de 18,2 % des dépôts à vue au détriment des placements à taux marché ou à court terme qui chutent de 8,6 % sur la période. Enfin, malgré un deuxième semestre en baisse (-6,6 %), l'épargne à long terme continue de progresser sur l'année (+9,9 %).

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires



# DES FINANCEMENTS BIEN ORIENTÉS, SOUTENUS PAR LA FORTE DEMANDE DES AGENTS ÉCONOMIQUES

## Des crédits aux entreprises en forte hausse

Après une fin d'année 2016 stable (+1,0 %), le financement bancaire des entreprises repart fortement à la hausse. **L'encours sain des crédits octroyés aux entreprises** mahoraises progresse de 16,9 % pour s'établir à 416,7 millions d'euros au 31 décembre 2017.

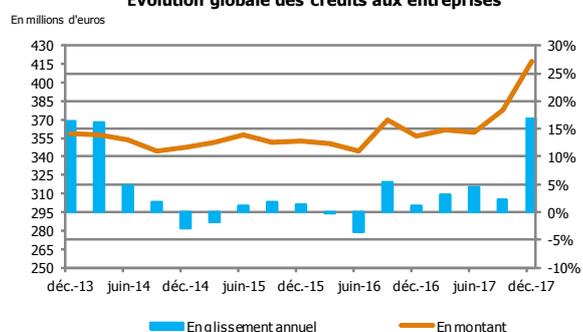
Contrairement à l'année 2016 où ils avaient fortement chuté (-8,9 %), les **crédits d'investissement** retrouvent de la vigueur et augmentent de 14,3 % pour un encours global de 276,7 millions d'euros fin 2017. Ils représentent 66,4 % des crédits accordés aux entreprises.

Les **crédits d'exploitation** confirment leur bonne orientation et se renforcent de 9,1 % sur l'année après une hausse de 29,9 % en 2016. L'encours de 35,2 millions d'euros se compose essentiellement de crédits de trésorerie (62,4 %), qui sont toutefois en retrait sur la période (-6,0 %), et de comptes ordinaires débiteurs, qui enregistrent une hausse de 20,3 %.

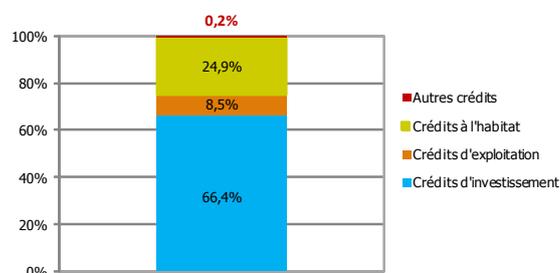
Les **crédits immobiliers consentis aux entreprises** mahoraises continuent d'être vigoureux. Ils enregistrent à nouveau une croissance significative en 2017 (28,6 % contre 31,7 % en 2016) et s'établissent à 103,9 millions d'euros. Ils se renforcent ainsi de 23,1 millions d'euros sur un an.

Enfin, les **autres types de crédits** se contractent de 28,5 % mais pour un faible volume d'encours (0,9 million d'euros).

Évolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises



## Une demande des ménages toujours soutenue

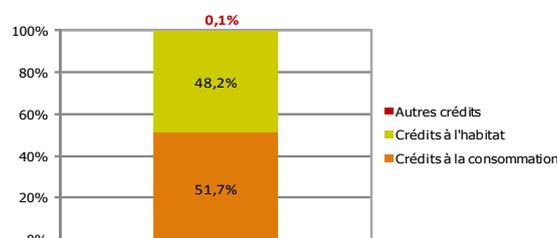
L'année 2017 confirme la vitalité de l'activité de financement des ménages qui augmente de 12,5 % après 14,0 % en 2016. L'encours, qui atteint 408,5 millions d'euros, se renforce de 45,5 millions d'euros sur la période et enregistre sa septième année de hausse consécutive.

Représentant 48,2 % de l'encours sain des ménages, le **crédit à l'habitat** poursuit sa hausse et totalise un encours de 196,9 millions d'euros à fin 2017 (+6,9 %). Cette croissance se concentre essentiellement sur le premier semestre de l'année (+5,2 %) et reste cependant moins vigoureuse qu'en 2016 (+9,2 %).

Évolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



En 2017, les **crédits à la consommation** des ménages mahorais progressent de 18,3 % totalisant un encours de 211,1 millions d'euros. Ils enregistrent ainsi leur cinquième année de hausse consécutive depuis leur dernière contraction à la fin de l'année 2012. Cet encours est composé à 96,6 % de crédits de trésorerie et à 3,4 % de comptes débiteurs. Ces derniers reculent par ailleurs de 5,3 % sur l'année et s'élèvent à 7,1 millions d'euros.

## Hausse des crédits accordés aux collectivités locales

L'encours des **crédits consentis aux collectivités locales** augmente de 5,5 % et s'établit à 156,7 millions d'euros. Les crédits d'investissement, qui représentent 90,1 % de ces derniers, reculent toutefois de 2,5 % sur un an.

Enfin, les crédits accordés aux autres agents augmentent de 24,2 % sur un an et s'élèvent à 39,4 millions d'euros. Toutefois, ces derniers font l'objet de fortes variations suite aux reclassements d'encours significatifs effectués par un établissement hors place aux premier et dernier trimestres de l'année.

## Baisse de la sinistralité locale

L'encours des **créances douteuses brutes** déclarées par les Établissements de crédit installés localement (ECIL) recule de 2,9 % sur un an et s'élève à 28,1 millions au 31 décembre 2017. Le taux de créances douteuses s'établit ainsi à 3,1 % contre 3,8 %<sup>1</sup> un an auparavant.

Les provisions augmentent légèrement sur un an et s'élèvent à 12,5 millions d'euros (+2,3 %). Le taux de provisionnement des ECIL s'établit toutefois à 44,4 % après 42,2 % en décembre 2016.

## LA HAUSSE DE LA COLLECTE GLOBALE SE POURSUIT EN 2017

Soutenu par la bonne orientation de la collecte des entreprises, et dans une moindre mesure par celle des ménages, l'encours des **actifs financiers détenus par les agents économiques mahorais** croît de 3,8 % sur le semestre et de 9,8 % sur un an. Il s'établit à 625,6 millions d'euros au 31 décembre 2017 et enregistre sa cinquième année de hausse consécutive.

Avec 393,7 millions d'euros collectés, les **dépôts à vue** constituent l'élément moteur de cette hausse qui s'intensifie au deuxième semestre (+11,3 %). Sur un an, ils croissent de 18,2 % (après 33,6 % en 2016) et sont détenus à 57,0 % par les entreprises.

En retrait de 8,6 % sur l'année, les **placements liquides ou à court terme** enregistrent des évolutions divergentes sur la période, à savoir : une forte collecte aux premier et troisième trimestres (respectivement +25,4 % et +17,2 %) et une importante décollecte aux deuxième et quatrième trimestres (respectivement -16,3 % et -12,9 %). Il en résulte une décollecte globale de 13,0 millions d'euros pour un encours de 137,3 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Enfin, **l'épargne à long terme**, qui comptabilise 94,6 millions d'euros d'encours, maintient sa tendance haussière sur les douze derniers mois (+9,9 %).

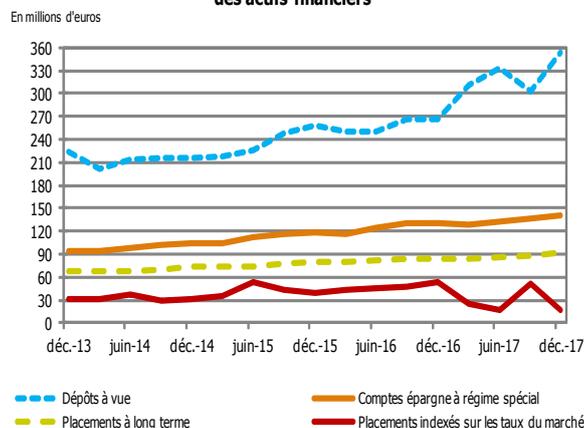
## Une épargne des ménages qui se consolide sur la période

En 2017, **l'épargne des ménages** se renforce de 13,1 millions d'euros, soit une hausse de 4,2 %. Cette progression reflète la bonne tenue des dépôts à vue, qui progressent de 17,1 %, et de l'épargne à long terme qui croît de 10,6 %. Les placements liquides ou à court terme, en revanche, enregistrent une baisse de 9,0 % particulièrement prononcée au deuxième semestre de l'année. Les livrets ordinaires, qui représentent plus de la moitié de ces placements, reculent ainsi de 21,9 % tandis que la collecte de Livrets A progresse de 15,2 %. Enfin, les placements indexés sur les taux de marché reculent de 5,1 % pour un encours total de 4,7 millions d'euros, composé à 83,2 % de comptes à terme.

## Une forte progression des placements des entreprises

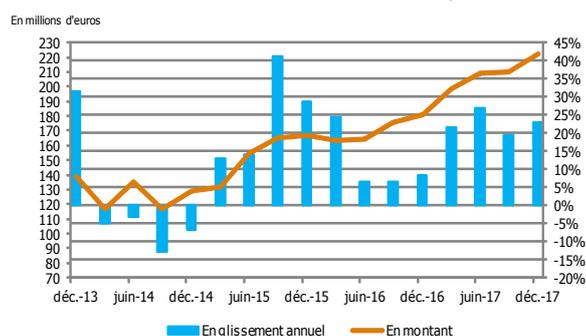
Les **actifs financiers détenus par les sociétés non financières** s'élèvent à 239,9 millions d'euros et enregistrent une hausse de 14,8 % sur un an. Avec une collecte qui s'élève à 222,8 millions d'euros (+17,5 %), les dépôts à vue continuent d'être majoritaires dans le portefeuille d'actifs des entreprises (92,9 %). Après une forte décollecte en 2016 (-64,3 %), les **placements liquides ou à court terme** continuent de se réduire mais dans une moindre mesure (-20,0 %) et s'élèvent à 10,1 millions d'euros. La volatilité de ces placements s'explique par les fortes variations des comptes à terme qui représentent près de 90,0 % de ces derniers. Enfin, **l'épargne à long terme** des entreprises mahoraises se renforce de 3,1 % sur l'année pour un encours de 7,1 millions d'euros.

Évolution des principales composantes des actifs financiers

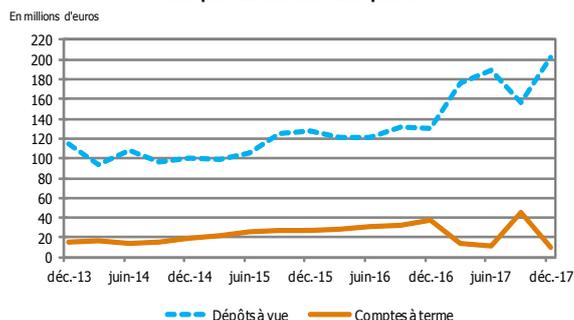


<sup>1</sup> Suite à l'arrêt des déclarations des créances douteuses de la part d'un établissement depuis mars 2017, et dans un souci d'homogénéisation des données, les séries relatives aux créances douteuses et provisionnements ont été recalculées afin de prendre en compte ces changements.

### Évolution des actifs financiers des entreprises



### Évolution des principales composantes des placements des entreprises



## Hausse des placements des autres agents

Les **placements des autres agents** augmentent de 23,2 %, soit 12,0 millions d'euros, et s'établissent à 63,9 millions d'euros fin 2017. Les dépôts à vue croissent de 23,1 % pour un total de 57,1 millions d'euros tandis que les placements liquides ou à court terme progressent de 27,4 % pour une collecte totale de 6,7 millions d'euros.

#### MÉTHODOLOGIE

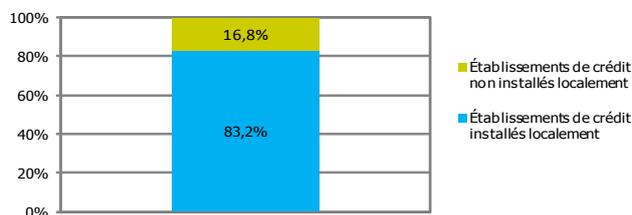
- L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissements de crédit non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives, car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

# TABLEAUX STATISTIQUES

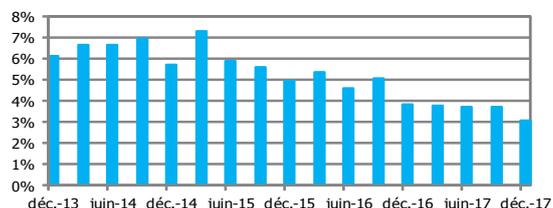
## Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17	1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	35,6	20,4	24,8	32,3	29,2	34,9	36,7	35,2	1,0%	9,1%
<i>Créances commerciales</i>	2,2	1,5	2,4	2,5	2,3	3,7	4,5	4,4	17,6%	74,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	23,1	14,2	17,3	23,4	22,3	22,8	22,2	22,0	-3,7%	-6,0%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	3,7	3,8	4,9	4,2	3,8	4,0	2,8	4,0	-1,0%	-6,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	10,3	4,6	5,1	6,1	4,3	7,9	9,4	7,3	-7,0%	20,3%
<i>Affacturage</i>	0,0	0,0	0,0	0,3	0,4	0,5	0,6	1,6	240,9%	395,5%
Crédits d'investissement	259,3	271,6	265,7	242,1	250,5	242,4	256,4	276,7	14,2%	14,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	258,2	269,4	263,7	239,1	246,4	238,2	251,7	271,7	14,1%	13,6%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	6,6	5,6	5,0	6,0	5,8	6,1	5,9	6,0	-0,7%	0,9%
<i>Crédit-bail</i>	1,1	2,2	2,0	3,0	4,1	4,2	4,7	5,0	19,2%	70,0%
Crédits à l'habitat	60,8	53,7	61,4	80,8	81,9	82,2	84,2	103,9	26,4%	28,6%
Autres crédits	2,5	2,3	0,8	1,2	0,5	0,6	1,0	0,9	51,7%	-28,5%
<b>Encours sain</b>	<b>358,2</b>	<b>348,0</b>	<b>352,7</b>	<b>356,4</b>	<b>362,1</b>	<b>360,0</b>	<b>378,2</b>	<b>416,7</b>	<b>15,8%</b>	<b>16,9%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	116,8	133,1	149,6	178,5	187,5	197,8	205,6	211,1	6,7%	18,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	111,0	126,9	143,0	171,0	180,1	189,5	197,9	204,0	7,7%	19,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	5,3	6,1	6,6	7,5	7,4	8,3	7,8	7,1	-13,9%	-5,3%
<i>Crédit-bail</i>	0,4	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Crédits à l'habitat	142,2	153,3	168,7	184,3	187,9	193,8	189,4	196,9	1,6%	6,9%
Autres crédits	0,1	0,0	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1	0,5	428,6%	135,7%
<b>Encours sain</b>	<b>259,0</b>	<b>286,4</b>	<b>318,5</b>	<b>363,0</b>	<b>375,4</b>	<b>391,7</b>	<b>395,1</b>	<b>408,5</b>	<b>4,3%</b>	<b>12,5%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	3,7	3,6	3,7	3,8	3,7	3,7	3,2	3,3	-12,5%	-13,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3,2	3,6	3,7	3,8	3,7	3,7	3,2	3,3	-12,5%	-13,5%
Crédits d'investissement	153,8	150,2	144,9	144,8	148,1	140,0	138,2	141,2	0,8%	-2,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	153,8	150,2	144,9	144,8	148,1	140,0	138,2	141,2	0,8%	-2,5%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	12,2	-	-
<b>Encours sain</b>	<b>157,5</b>	<b>153,9</b>	<b>148,7</b>	<b>148,6</b>	<b>151,8</b>	<b>143,7</b>	<b>141,4</b>	<b>156,7</b>	<b>9,0%</b>	<b>5,5%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>58,8</b>	<b>63,0</b>	<b>62,5</b>	<b>31,7</b>	<b>99,8</b>	<b>101,5</b>	<b>97,6</b>	<b>39,4</b>	<b>-61,2%</b>	<b>24,2%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>833,5</b>	<b>851,3</b>	<b>882,4</b>	<b>899,6</b>	<b>989,2</b>	<b>996,9</b>	<b>1 012,4</b>	<b>1 021,4</b>	<b>2,5%</b>	<b>13,5%</b>
<i>dont ECNIL</i>	184,1	186,9	177,1	167,1	242,0	236,5	232,3	137,2	-42,0%	-17,9%
Créances douteuses brutes	47,6	58,1	52,8	105,2	36,2	35,7	36,0	98,4	175,9%	-6,4%
<i>dont ECIL</i>	42,1	40,3	36,7	29,0	29,3	29,3	29,8	28,1	-3,8%	-2,9%
<i>Créances douteuses nettes</i>	27,8	35,8	31,8	91,5	22,7	21,9	22,2	85,1	289,1%	-6,9%
<i>(dt) Entreprises</i>	20,5	27,9	25,9	13,7	14,0	12,6	13,1	10,2	-19,3%	-26,2%
<i>(dt) Ménages</i>	7,2	7,3	5,9	8,0	8,7	9,3	9,1	10,0	7,8%	24,1%
Provisions	19,8	22,3	21,0	13,7	13,5	13,8	13,8	13,3	-3,6%	-3,0%
<i>dont ECIL</i>	17,7	20,2	19,4	12,2	12,0	12,3	12,3	12,5	1,5%	2,3%
<b>Encours brut total</b>	<b>881,1</b>	<b>909,4</b>	<b>935,1</b>	<b>1 004,8</b>	<b>1 025,3</b>	<b>1 032,6</b>	<b>1 048,5</b>	<b>1 119,8</b>	<b>8,4%</b>	<b>11,4%</b>
<i>Taux de créances douteuses</i>	5,4%	6,4%	5,6%	10,5%	3,5%	3,5%	3,4%	8,8%	+5,3 pt	-1,7 pt
<i>dont ECIL</i>	6,1%	5,7%	4,9%	3,8%	3,8%	3,7%	3,7%	3,1%	-0,6 pt	-0,7 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	41,6%	38,4%	39,8%	13,0%	37,3%	38,7%	38,3%	13,5%	-25,2 pt	+0,5 pt
<i>dont ECIL</i>	42,1%	50,3%	53,0%	42,2%	40,9%	42,1%	41,5%	44,4%	+2,3 pt	+2,2 pt

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



## Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17	1 sem	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>135,6</b>	<b>154,6</b>	<b>164,6</b>	<b>209,1</b>	<b>210,2</b>	<b>221,9</b>	<b>222,1</b>	<b>239,9</b>	<b>8,1%</b>	<b>14,8%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>107,5</b>	<b>105,8</b>	<b>121,4</b>	<b>189,6</b>	<b>156,0</b>	<b>202,6</b>	<b>172,2</b>	<b>222,8</b>	<b>9,9%</b>	<b>17,5%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>28,0</b>	<b>43,0</b>	<b>35,3</b>	<b>12,6</b>	<b>46,5</b>	<b>11,7</b>	<b>42,7</b>	<b>10,1</b>	<b>-13,7%</b>	<b>-20,0%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	879,4%	10,7%
Placements indexés sur les taux de marché	28,0	43,0	35,3	12,5	46,5	11,7	42,7	10,0	-14,4%	-20,2%
<i>dont comptes à terme</i>	13,9	25,3	31,6	11,2	45,0	10,2	41,3	8,5	-16,5%	-24,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	5,1	4,0	3,7	1,3	1,5	1,5	1,5	1,5	0,3%	16,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	9,0	11,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<b>Épargne à long terme</b>	<b>0,1</b>	<b>5,9</b>	<b>7,9</b>	<b>6,9</b>	<b>7,7</b>	<b>7,6</b>	<b>7,2</b>	<b>7,1</b>	<b>-6,6%</b>	<b>3,1%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0,1	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	9,1%	-8,6%
<b>Ménages</b>	<b>240,1</b>	<b>260,6</b>	<b>281,4</b>	<b>308,7</b>	<b>315,8</b>	<b>327,0</b>	<b>328,9</b>	<b>321,8</b>	<b>-1,6%</b>	<b>4,2%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>71,5</b>	<b>77,5</b>	<b>84,1</b>	<b>97,2</b>	<b>98,7</b>	<b>103,9</b>	<b>108,5</b>	<b>113,8</b>	<b>9,5%</b>	<b>17,1%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>101,3</b>	<b>114,2</b>	<b>123,0</b>	<b>132,4</b>	<b>136,7</b>	<b>139,5</b>	<b>135,8</b>	<b>120,5</b>	<b>-13,6%</b>	<b>-9,0%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	93,0	105,9	116,5	127,4	131,6	134,4	130,6	115,8	-13,9%	-9,1%
<i>dont livrets ordinaires</i>	65,5	72,8	79,5	83,4	85,8	86,4	83,2	65,2	-24,6%	-21,9%
<i>dont livrets A et bleus</i>	21,2	25,8	28,8	34,9	36,3	38,2	37,7	40,3	5,4%	15,2%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,4	0,5	0,7	0,9	0,9	1,0	0,9	1,0	4,4%	17,4%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	1,1%	-27,2%
<i>dont livrets de développement durable</i>	1,3	1,9	2,2	2,4	2,7	2,9	3,0	3,3	13,4%	35,3%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	4,6	4,9	5,0	5,5	5,7	5,7	5,7	5,8	2,4%	6,0%
Placements indexés sur les taux de marché	8,2	8,2	6,6	5,0	5,0	5,1	5,1	4,7	-6,6%	-5,1%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	7,4	6,7	6,1	4,5	4,6	4,7	4,7	3,9	-15,8%	-13,0%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	1,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,8	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,8	102,8%	71,3%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>67,4</b>	<b>68,9</b>	<b>74,2</b>	<b>79,0</b>	<b>80,5</b>	<b>83,6</b>	<b>84,6</b>	<b>87,4</b>	<b>4,6%</b>	<b>10,6%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	25,6	29,1	34,0	37,6	38,5	39,0	39,0	40,7	4,4%	8,2%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,7%	-65,8%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,0	0,0	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	3,7%	22,3%
<i>dont actions</i>	0,4	0,5	0,5	0,4	0,5	0,7	0,6	0,7	-4,3%	67,5%
<i>dont obligations</i>	0,6	4,1	3,3	3,3	2,7	3,1	3,2	3,2	1,9%	-2,8%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	5,7	1,1	1,0	0,9	0,8	0,8	0,9	0,9	7,8%	-0,7%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	34,9	34,1	35,2	36,4	37,8	39,7	40,5	41,7	5,0%	14,4%
<b>Autres agents</b>	<b>40,8</b>	<b>51,2</b>	<b>55,4</b>	<b>51,9</b>	<b>53,2</b>	<b>53,9</b>	<b>55,2</b>	<b>63,9</b>	<b>18,5%</b>	<b>23,2%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>34,3</b>	<b>42,2</b>	<b>43,8</b>	<b>46,4</b>	<b>47,7</b>	<b>47,3</b>	<b>48,9</b>	<b>57,1</b>	<b>20,7%</b>	<b>23,1%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>6,4</b>	<b>8,9</b>	<b>11,5</b>	<b>5,3</b>	<b>5,2</b>	<b>6,5</b>	<b>6,2</b>	<b>6,7</b>	<b>2,9%</b>	<b>27,4%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	4,9	5,9	7,3	4,8	4,8	6,3	6,1	6,6	4,0%	36,3%
Placements indexés sur les taux de marché	1,5	3,0	4,2	0,4	0,4	0,2	0,1	0,1	-39,4%	-76,1%
<i>dont comptes à terme</i>	1,5	3,0	4,1	0,4	0,4	0,2	0,1	0,1	-39,4%	-76,1%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>1,1%</b>	<b>-63,0%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>416,6</b>	<b>466,5</b>	<b>501,4</b>	<b>569,6</b>	<b>579,3</b>	<b>602,8</b>	<b>606,2</b>	<b>625,6</b>	<b>3,8%</b>	<b>9,8%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>213,4</b>	<b>225,5</b>	<b>249,4</b>	<b>333,2</b>	<b>302,4</b>	<b>353,9</b>	<b>329,6</b>	<b>393,7</b>	<b>11,3%</b>	<b>18,2%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>135,6</b>	<b>166,0</b>	<b>169,9</b>	<b>150,3</b>	<b>188,4</b>	<b>157,7</b>	<b>184,7</b>	<b>137,3</b>	<b>-12,9%</b>	<b>-8,6%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	97,9	111,8	123,8	132,4	136,5	140,8	136,8	122,5	-13,0%	-7,5%
<i>dont livrets ordinaires</i>	69,2	77,7	85,6	87,3	89,7	92,0	88,5	70,7	-23,1%	-18,9%
<i>dont livrets A et bleus</i>	22,3	26,8	30,1	36,1	37,2	39,0	38,5	41,4	6,0%	14,7%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,4	0,5	0,7	0,9	0,9	1,0	0,9	1,0	4,4%	17,4%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	1,1%	-27,2%
<i>dont livrets de développement durable</i>	1,3	1,9	2,2	2,4	2,7	2,9	3,0	3,3	13,4%	35,3%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	4,6	4,9	5,0	5,5	5,7	5,7	5,7	5,8	2,4%	6,1%
Placements indexés sur les taux de marché	37,7	54,3	46,0	17,9	51,9	16,9	48,0	14,8	-12,3%	-17,3%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	22,8	35,0	41,8	16,2	50,1	15,0	46,1	12,5	-16,5%	-22,5%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	3,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<i>dont certificats de dépôt</i>	9,0	11,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<i>dont OPCVM monétaires</i>	5,9	4,5	4,2	1,7	1,9	1,9	1,9	2,3	21,9%	30,8%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>67,6</b>	<b>74,9</b>	<b>82,2</b>	<b>86,1</b>	<b>88,4</b>	<b>91,2</b>	<b>91,9</b>	<b>94,6</b>	<b>3,7%</b>	<b>9,9%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	25,7	29,2	34,1	37,8	38,7	39,1	39,1	40,8	4,4%	7,8%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,7%	-65,8%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,0	0,0	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	3,7%	22,3%
<i>dont actions</i>	0,4	0,7	0,9	0,8	1,0	1,1	0,9	0,9	-16,7%	25,8%
<i>dont obligations</i>	0,7	5,6	5,3	5,3	5,3	5,2	5,1	5,0	-3,9%	-6,7%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	5,8	1,5	1,4	1,2	1,1	1,1	1,2	1,1	8,1%	-2,7%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	34,9	37,8	40,4	40,7	42,1	44,5	45,3	46,4	4,3%	14,0%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : R. SATGE – Responsable de la rédaction : D. ALI CHARIF  
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : juin 2018